

NOTE DE SYNTHÈSE
CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 19 MARS 2015
A 19 H

1. **Approbation du compte rendu du 29/01/2015** (pièce en annexe)
2. **Approbation des comptes administratifs 2014 : budget principal et budgets annexes : STEP, ZA de la Tuilière, BIE.**

Vous trouverez ci-joint en annexe les tableaux d'exécution extraits du compte administratif pour l'ensemble des budgets 2014.

Le Conseil Communautaire devra se prononcer sur ces comptes.

3. **Approbation des comptes de gestion 2014 : budget principal et budgets annexes : STEP, ZA de la Tuilière, BIE**

Vous trouverez ci-joint les extraits des comptes de gestion du perceuteur pour sa comptabilité 2014 (budget principal et budgets annexes). Les données du perceuteur et les nôtres doivent être identiques.

Le Conseil Communautaire devra se prononcer sur ces comptes.

4. **Affectation du résultat du budget principal et des budgets annexes : STEP, ZA de la Tuilière, BIE**

Vous trouverez en annexe les projets relatifs à l'affectation du résultat de fonctionnement de l'exercice 2014.

Le Conseil Communautaire devra se prononcer sur ces affectations.

5. **Budget primitif 2015**

- a. **Vote des taxes**

La fiscalité communautaire est une fiscalité mixte :

- Fiscalité ménage calculée sur la base des Taux Moyens Pondérés des 2 anciens EPCI
- Fiscalité professionnelle CFE unique calculée sur la base de l'ensemble du territoire (communes + EPCI) ainsi que les autres produits dus à un EPCI à FPU

Les taux d'imposition de 2015 proposés par la Commission sont identiques aux taux 2014

- **Taxe d'Habitation** : 4,06 %
- **Taxe Foncière** : 3,76 %
- **Taxe Foncier Non Bâti** : 10,71 %

- **Pour le taux de CFE**, dans la délibération du 13 mars 2014, un tableau d'unification progressive des taxes a été voté.
- Les taux seront donc différenciés jusqu'en 2018 et il sera appliqué les taux 2015 sur l'ensemble des communes :

	Taux de références communes (communes + ex intercommunalités)	2014	2015	2016	2017	2018
Aouste sur Sye	25,50%	25,33%	25,17%	25,00%	24,84%	24,67%
Mirabel et Blacons	22,59%	23,01%	23,42%	23,84%	24,26%	24,67%
Piégros la Clastre	25,26%	25,14%	25,03%	24,91%	24,79%	24,67%
Aubenasson	21,73%	22,32%	22,91%	23,50%	24,09%	24,67%
Aurel	23,81%	23,98%	24,16%	24,33%	24,50%	24,67%
Chastel Arnaud	21,20%	21,89%	22,59%	23,28%	23,98%	24,67%
Espenel	22,82%	23,19%	23,56%	23,93%	24,30%	24,67%
La Chaudière	23,77%	23,95%	24,13%	24,31%	24,49%	24,67%
Rimon-et-Savel	38,38%	35,64%	32,90%	30,16%	27,42%	24,67%
Saillans	25,14%	25,05%	24,95%	24,86%	24,77%	24,67%
St Benoît en Diois	25,61%	25,42%	25,24%	25,05%	24,86%	24,67%
St Sauveur en Diois	19,87%	20,83%	21,79%	22,75%	23,71%	24,67%
Vercheny	26,85%	26,41%	25,98%	25,54%	25,11%	24,67%
Veronne	35,45%	33,29%	31,14%	28,98%	26,83%	24,67%
Crest	24,46%	24,50%	24,55%	24,59%	24,63%	24,67%
FPZ (ZA des tuilières)	22,21%	22,70%	23,20%	23,69%	24,18%	24,67%

Le Conseil Communautaire devra se prononcer sur les taux d'imposition.

b. Les Taxes d'Ordures Ménagères

Au vu des différentes augmentations liées notamment à l'augmentation substantielle du SYTRAD et malgré des économies drastiques dans les services, le Président explique que la 3CPS est dans l'obligation de tendre vers l'équilibre du budget ordures ménagères, d'augmenter les TEOM.

Il est proposé par la Commission Finances que le périmètre de la TEOM des communes de Piégros la Clastre, Aouste sur Sye et Mirabel et Blacons passe de 8 % à 9 % soit une augmentation d'un point.

Il est proposé par la Commission Finances que le périmètre de la TEOM de la commune de Crest passe de 7,03 % à 7,5 %.

Le Conseil Communautaire devra se prononcer sur les taux d'imposition.

c. La Redevance d'Ordures Ménagères

Au vu des différentes augmentations liées notamment à l'augmentation substantielle du SYTRAD et malgré des économies drastiques dans les services, le Président explique que la 3CPS est dans l'obligation de tendre vers l'équilibre du budget ordures ménagères, d'augmenter la REOM dans les mêmes proportions.

Il est proposé par la Commission Finances que le périmètre de la REOM des communes de l'ex CCPS (Aubenasson, Aurel, Chastel Arnaud, Espenel, La Chaudière, Saillans, Saint Benoit en Diois, Saint Sauveur en Diois, Vercheny et Véronne) passe de un « x » de 184,5 € au lieu de 164 € soit une augmentation similaire à la TEOM de l'ex CCC : 12,5 %.

Le Conseil Communautaire devra se prononcer sur les taux d'imposition.

d. La Redevance spéciale des campings et aires naturelles

Le Président rappelle au Conseil Communautaire qu'une redevance d'enlèvement des ordures ménagères est appliquée aux campings et aires naturelles des communes d'Aouste sur Sye, de Piégros la Clastre et de Mirabel et Blacons, et que dans un souci d'harmonisation et dans le respect de l'égalité des taxes et impôts sur un même territoire, il soit appliqué cette redevance sur Crest :

Il est proposé d'appliquer cette même REOM aux campings de Crest, les campings et aires naturelles de pays de Saillans payant la REOM appliquée sur ce territoire.

Comme la TEOM et la REOM augmentent, il est proposé d'appliquer une augmentation.

Les tarifs proposés étaient l'année dernière :

- ⇒ 16 € par emplacement pour les aires naturelles
- ⇒ 24 € par emplacement pour les campings. Calculé en 2 parties, ce tarif comprend :
 - Une partie concernant la collecte, le transport et le traitement des OM résiduelles de 21 € par emplacement
 - Une partie concernant la collecte, le transport et le traitement du tri sélectif de 3 € par emplacement

Les nouveaux tarifs proposés par la Commission Finances :

- ⇒ 18 € par emplacement pour les aires naturelles
- ⇒ 27 € par emplacement pour les campings

Le Conseil Communautaire devra se prononcer sur les taux d'imposition et se prononcer sur son élargissement pour les campings et aires naturelles appartenant au périmètre de la commune de Crest.

e. Convention de collecte pour les aires de repos

Le Président explique que des augmentations ont eu lieu sur les TEOM, REOM et redevance spéciale camping afin de combler une partie du déficit du budget ordures ménagères. Par conséquent, il est proposé de revoir la convention qui nous lie avec le Conseil Général pour la collecte des aires de repos de notre territoire et d'appliquer une augmentation de 12,5 %.

Il est demandé au Conseil Communautaire de se prononcer sur cet avenant financier et d'autoriser le Président à signer tous les actes afférents.

f. La Taxe de séjour

Dans le cadre de sa compétence Tourisme, la CCCPS a mis en place la taxe de séjour à l'échelle intercommunale au printemps 2014. Il s'agit d'une taxe payée par les personnes séjournant à titre payant sur le territoire, prélevée par les hébergeurs, reversée à la collectivité et destinée à financer des actions en faveur du développement touristique local.

Les caractéristiques de cette taxe et ses modalités d'application ont donc été définies l'année dernière. Or, au 1er janvier 2015, une réforme sur l'application de la taxe de séjour entre en vigueur et certaines modalités choisies l'année dernière ne sont plus légales.

Les principales évolutions à prendre en compte sont :

1. La désignation spécifique des chambres d'hôtes dans le barème légal
2. La simplification du régime des exonérations obligatoires dans les cas suivants
 - les personnes de **moins de 18 ans**
 - les titulaires d'un contrat de travail saisonnier
 - les personnes bénéficiant d'un hébergement d'urgence ou d'un relogement temporaire
3. La suppression des exonérations facultatives et des réductions
4. La dénomination des catégories d'hébergement
5. La réintégration d'une possibilité de taxation d'office

Voici donc la proposition de nouvelle grille de tarifs (en **gras**, les nouveautés) dont les tarifs sont identiques à 2014 sauf pour la taxe/ chambre d'hôtes

Catégories d'hébergement	Tarifs applicables sur la CCCPS
- Hôtels de tourisme 5 étoiles - Résidences de tourisme 5 étoiles - Meublés de tourisme 5 étoiles - Tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	1,00 €
- Hôtels de tourisme 4 étoiles - Résidences de tourisme 4 étoiles - Meublés de tourisme 4 étoiles - Tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	1,00 €
- Hôtels de tourisme 3 étoiles - Résidences de tourisme 3 étoiles - Meublés de tourisme 3 étoiles - Tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	0,70 €
- Hôtels de tourisme 2 étoiles - Résidences de tourisme 2 étoiles - Meublés de tourisme 2 étoiles - Villages de vacances 4 et 5 étoiles - Tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	0,60 €
- Hôtels de tourisme 1 étoile - Résidences de tourisme 1 étoile - Meublés de tourisme 1 étoile - Villages de vacances 1, 2 et 3 étoiles - Emplacements dans des aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristique par tranche de 24 heures - Tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	0,50 €
- Chambres d'hôtes	0,60 €
- Hôtels de tourisme - Résidences de tourisme - Villages de vacances en attente de classement ou sans classement	0,30 €
- Meublés de tourisme et hébergements assimilés en attente de classement ou sans classement	0,30 €
- Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 3, 4 et 5 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes	0,50 €
- Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 1 et 2 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes	0,20 €

Il est demandé au Conseil Communautaire de se prononcer sur ces nouvelles modalités de la taxe de séjour.

6. Vote du budget primitif

Vous trouverez ci-joint le projet de budget primitif 2015 tel que proposé par la Commission Finances.

Le Conseil Communautaire devra se prononcer sur les montants à inscrire en section de fonctionnement et d'investissement pour l'année 2015.

7. Budgets annexes 2015 :

a. ZA la Tuillère

Vous trouverez en annexe le projet de budget proposé par la Commission Finances

Le Conseil Communautaire devra se prononcer sur les montants à inscrire en section de fonctionnement et d'investissement pour l'année 2015.

b. ZAC des Condamines

Au vu des avancées du projet, il est proposé, par la Commission Finances, de fermer le budget annexe créé en 2014.

Le Conseil Communautaire devra se prononcer sur la fermeture du budget annexe.

c. Bureaux Industriels et Economiques

Vous trouverez en annexe le projet de budget.

Le Conseil Communautaire devra se prononcer sur les montants à inscrire en section de fonctionnement et d'investissement pour l'année 2015.

d. Eco Parc du Pas de Lauzun

Au vu des avancées du projet d'aménagement de notre nouvel éco parc d'activités, il est proposé d'ouvrir un nouveau budget annexe « Eco parc du Pas de Lauzun ». Il est précisé que ce budget sera assujetti à la TVA.

Vous trouverez en annexe le projet de budget proposé par la Commission.

Le Conseil Communautaire devra se prononcer sur les montants à inscrire en section de fonctionnement et d'investissement pour l'année 2015.

e. ZA des Valernes

Au vu des avancées du projet d'aménagement du parc d'activités, il est proposé d'ouvrir administrativement un nouveau budget annexe « ZA des Valernes ». Aucun budget ne sera présenté au Conseil Communautaire.

Il est précisé que ce budget sera assujetti à la TVA. La délibération permettra d'effectuer toutes les démarches administratives.

Le Budget sera présenté pendant l'année selon l'avancée du projet.

Le Conseil Communautaire devra se prononcer sur l'ouverture administrative de ce nouveau budget annexe.

f. STEP

- Vote des redevances assainissement

Au regard de la création au 1^{er} janvier 2014 de la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans et de la prise de compétence en matière d'assainissement collectif, le Président rappelle que plusieurs modes de gestion coexistent :

- ⇒ D'une part, la STEP du Crestois en Délégation de Service Public. La redevance pour 2015 proposée est de **0,084 € HT/m³ et une part fixe de 5 € HT.**
- ⇒ D'autre part, les STEP de l'ex-Pays de Saillans gérées en régie intercommunale. il a été proposé et voté au Conseil Communautaire le tableau des redevances net de taxes, lissées sur 5 ans.

	AUREL	CHASTEL ARNAUD	LA CHAUDIERE	ESPENEL	RIMON ET SAVEL	SAILLANS	VERCHENY
Tarif 2014/m ³	1.60	0.25	1	1.26	0.41	0.87	0.7
2015	1.506	0.426	1.026	1.234	0.554	0.922	0.786
2016	1.412	0.602	1.052	1.208	0.698	0.974	0.872
2017	1.318	0.778	1.078	1.182	0.842	1.026	0.958
2018	1.224	0.954	1.104	1.156	0.986	1.078	1.044
2019	1.13	1.13	1.13	1.13	1.13	1.13	1.13

⇒ la tarification pour les STEP de l'ex-CCPS : il est proposé d'appliquer la tarification 2015 du tableau des redevances lissées.

⇒ De plus, la 3CPS, construit cette année la STEP de St Sauveur, dont le reste à charge est d'environ 39 000 €. La Communauté de Communes a fait appel à l'emprunt. Au vu du nombre d'abonnés (25), l'emprunt devrait être engagé sur 50 ans. La commission finances propose que l'emprunt soit raccourci et que l'ensemble des services STEP composant le budget annexe soit solidaire entre eux ; par contre la Commission propose que le tarif applicable aux usagers soit de 1,13 €/m³ dès la première année de fonctionnement.

⇒ Enfin, au cours de l'année 2014 et suite à une problématique rencontrée avec un acteur industriel, la commission environnement propose d'établir une redevance spéciale pour les entreprises qui rejettent leurs effluents (liées par convention à la 3CPS au fermier au vu des quantités de leurs effluents), dans le cadre d'une convention à finaliser. Actuellement assujetties à une redevance identique à celle des usagers domestiques, il est proposé d'établir une redevance calculée en fonction de la pollution générée, à savoir :

- Part fixe : 0,1706 € HT /Kg de MO ;
- Part variable : 0,125 € HT/Kg de MO.

Le Conseil Communautaire devra définir le montant des redevances assainissement à percevoir pour 2015, et de se positionner sur la création de la redevance spéciale entreprises liées par convention à la 3CPS et au Fermier.

- Vote du budget STEP

Vous trouverez en annexe le projet de budget primitif STEP proposé par la Commission Finances.

Le Conseil Communautaire devra se prononcer sur les montants à inscrire en section de fonctionnement et d'investissement pour l'année 2015.

8. Participations 2015

La Commission Finances vous propose l'ensemble de ces participations :

a. Participation à l'Association « Marque Biovallée »

La participation au titre de l'association de la marque Biovallée était jusqu'à présent de 0.22 cents d'euro par habitant et par an. Compte tenu de la fin du GPRA Biovallée qui finançait l'association, celle-ci demande une augmentation de la participation financière de ses collectivités membres, soit 1 € par habitant et par an.

Le Président propose que cette question soit traitée en Commission Economie au vu de l'augmentation importante sollicitée et propose de voter la somme de 0,22 € par habitant pour cette année et d'engager une discussion avec l'association et les collectivités créatrices pour revoir le modèle économique qui ne paraît pas aujourd'hui viable.

Il est demandé au Conseil Communautaire de se positionner sur l'attribution de cette participation et d'autoriser le Président à engager les démarches nécessaires à la viabilité de l'association et de l'autoriser à signer tous les actes afférents à cette décision.

b. Participations SMDVD

La cotisation au titre du SMDVD pour l'année 2015 inclut une partie de participation aux frais de poste d'un montant de 15 280 € calculé sur la base d'une participation de 1,012 € par habitant et par an et une partie de participation au financement des actions communes de l'ordre de 17 325 € soit un total de 32 605 € pour l'année 2015.

Il est demandé au Conseil Communautaire de se positionner sur l'attribution de cette participation et d'autoriser le Président à signer tous les actes afférents à cette décision.

c. Participation IVDD

La convention avec IVDD a été validée lors du Conseil Communautaire du 13 février 2014. Celle-ci précise le montant des participations à hauteur de 0,45 centimes d'€ par habitant, soit un montant de 6 793,65 € pour la CCCPS (la base de population retenue représente la population DGF qui est de 15 097 habitants).

Il est demandé au Conseil Communautaire de se positionner sur l'attribution de cette participation et d'autoriser le Président à signer tous les actes afférents à cette décision.

d. Participation CLIC

Une convention nous lie avec le CLIC. La 3CPS participe donc à son fonctionnement à hauteur de 0,26 €/habitant soit un montant de environ 3 800 €, le coût exact sera calculé par rapport à la population prise en compte.

Il est demandé au Conseil Communautaire de se positionner sur l'attribution de cette participation et d'autoriser le Président à signer tous les actes afférents à cette décision.

e. Participation Mission Locale et subvention exceptionnelle pour investissement

Le contrat de partenariat pour le fonctionnement de la Mission Locale correspond à un prix par habitant de 1,19 € soit un montant pour la CCCPS de 17 965,43 €.

La Mission Locale demande par ailleurs une subvention exceptionnelle pour réhabiliter les locaux du siège social d'un montant de 1 500 euros. Ces travaux ont pour but d'améliorer les conditions d'accueil du public et de travail pour les salariés. Le montant total de ces travaux a été estimé à 42 310,69 euros.

Il est demandé au Conseil Communautaire de se positionner sur l'attribution de cette participation et sur la subvention exceptionnelle et d'autoriser le Président à signer tous les actes afférents à cette décision.

f. Participation CTEF

La participation financière de la CCCPS pour le poste d'animation du CTEF est de 3 500 €.

Il est demandé au Conseil Communautaire de se positionner sur l'attribution de cette participation et d'autoriser le Président à signer tous les actes afférents à cette décision

g. Participation SMRD

La participation financière de la CCCPS au Syndicat Mixte de la Rivière Drôme s'élève à 2,50 €/habitant pour 15 097 hab., soit un montant, au titre de l'année de 2015, de 37 742,5 €. Le coût exact sera calculé par rapport à la population prise en compte.

Il est demandé au Conseil Communautaire de se positionner sur l'attribution de cette participation et d'autoriser le Président à signer tous les actes afférents à cette décision.

h. Participation ONF Vallée de la Roanne

Dans le cadre de notre compétence et historiquement avec l'ex-CCPS, l'ONF intervient sur la Vallée de la Roanne pour la protection des espaces naturels touristiques. Une participation est demandée à hauteur de 1 000 €.

Au vu du Débat d'Orientation Budgétaire, une somme de 2 000 € est proposée afin de conduire un travail de conventionnement avec l'ONF et d'étendre cette prestation aux cours d'eau de la CCCPS (la Sye et la Gervanne).

Il est demandé au Conseil Communautaire de se positionner sur l'attribution de cette participation et d'autoriser le Président à signer tous les actes afférents à cette décision.

9. Subventions 2015

Le Président rappelle en préambule que la totalité des subventions publiques versées ne doit pas dépasser 80 % des dépenses et que la subvention est versée pour équilibrer les recettes et ne peut donc créer un excédent ; de ce fait, la 3CPS ne pourra verser une subvention à une association si ces règles cumulatives ne sont pas respectées. Afin d'appliquer ces modalités, toutes les subventions seront versées en année N et le solde en N+1 après la vérification des comptes.

a. Subventions aux associations sportives

La CCCPS a inscrit dans ses statuts la compétence « Promotion, animation des événements sportifs et soutien des manifestations sportives de rayonnement départemental, régional, national ou international ». Cette compétence permet à l'intercommunalité de subventionner des manifestations,

par contre ce ne sont pas des subventions de fonctionnement. Ces subventions sont associées à des manifestations particulières dont l'intérêt est défini ci-dessus.

Afin de verser des subventions équitables et de définir les manifestations qui seraient subventionnables, les services ont travaillé sur des critères d'attribution. Cette grille sera présentée et travaillée en commission « Sport » pour une validation ultérieure en Conseil Communautaire. Dans l'attente, il est proposé de verser la même subvention que l'année dernière et de verser 500 € pour une nouvelle manifestation dénommée « biathlon vert ».

La Commission Finances propose les subventions suivantes :

Evènements	Subvention 2014	Montant demandé	Subvention 2015
Open Canoë Festival	2 000 €	3 500 €	2 000 € +300 € de subvention exceptionnelle au vu du désengagement en 2015 de sponsors et de collectivités
Marathon Charles et Alice	3 000 €	4 000 €	3 000 € +300 € de subvention exceptionnelle au vu du désengagement en 2015 de sponsors et de collectivités
Centre équestre	3000€ dont 250 euros exceptionnelles au vu du désengagement en 2014 de sponsors et de collectivités locales	3 000 €	2 750 €
Balcons de la Drôme	500 €	500 €	500 €
Boule Crestoise	500 €	500 €	500 €
Les chemins du soleil		2 000 €	2 000 € (délibération prise en 2014)
Biathlon vert		Pas de chiffrage précis	500 €

Le Conseil Communautaire devra se prononcer sur l'octroi de ces subventions et autorise le Président à signer les actes afférents.

b. Subvention de fonctionnement pour le Multi-Accueil d'Aouste sur Sye : Association « les Tchoupinets »

Le Président propose au Conseil Communautaire, au vu des comptes de l'Association et de leur demande de subvention, de voter la subvention de fonctionnement à hauteur de 54 000 € et ce afin de permettre le fonctionnement de la Crèche.

Le Président rappelle que la convention propose de verser chaque année une subvention d'équilibre avec un plafond maximum de 54 000 € à l'Association « Les Tchoupinets », sur présentation de son compte de résultat. Le versement de la subvention de fonctionnement s'effectuera à 80 % en année N puis, au vu des états financiers de l'année N, 20 % en N+1. Il rappelle que la 3CPS recevra de la CAF dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse une somme estimée à 13 020 € pour l'année 2015, année de renouvellement du contrat.

La convention d'objectifs sera revue après le renouvellement du Contrat Enfance Jeunesse.

Le Conseil Communautaire devra se prononcer sur l'octroi de cette subvention de fonctionnement et autoriser le Président à signer les actes afférents.

c. Subvention de fonctionnement pour le Multi-Accueil de Saillans : Association « les Petits Bouts »

Le Président rappelle qu'une convention financière prévoit une subvention de fonctionnement d'équilibre qui permet d'assurer le fonctionnement du Multi-Accueil, mais il souligne l'absence de plafond maximum. Il précise que l'ex-CCPS allouait une subvention annuelle fixée à 27 000 €.

Le Président explique que la demande de subvention des « P'tits Bouts » s'élève pour 2014 à 35 000 € mais propose de la maintenir à 27 000€ et de mandater la Vice-Présidente au social pour retravailler la convention de partenariat afin d'établir un mode de fonctionnement identique sur les structures en gestions associatives.

Il rappelle que la 3CPS recevra de la CAF dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse la somme de 11 620,32 € pour l'année 2015.

Le Conseil Communautaire devra se prononcer sur l'octroi de cette subvention de fonctionnement, d'autoriser le travail de refonte de la convention et autoriser le Président à signer les actes afférents.

d. Subventions de fonctionnement pour la MJC « Nini Chaize » dans le cadre de la convention d'objectifs

Dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse, la MJC a sollicité, en décembre 2011, une subvention d'équilibre d'un montant de 109 048 € sous réserve des nouvelles règles en matière de périscolaire pour le mercredi après-midi.

La convention liant la CCC et la MJC « Nini Chaize » est une subvention d'équilibre plafonnée à 109 048 €. Cette subvention est destinée à financer les activités inscrites dans le CEJ.

Afin de faciliter les aspects comptables de la MJC Nini Chaize, il est proposé de verser 100 % de la subvention en année N à raison de 20 % les trois premiers trimestres et 40 % au dernier trimestre. L'équilibre sera prélevé sur le premier trimestre de l'année N+1 au regard des éléments comptables de l'année N transmis par la MJC « Nini Chaize ».

Il rappelle que la 3CPS devra recevoir de la CAF dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse une somme de 26 737 € pour l'année 2015, année de renouvellement du contrat.

Le Président rappelle également que la MJC a eu en 2009 l'homologation Centre Social et a sollicité une subvention complémentaire de 8 500 €. Cette subvention est affectée directement à une charge de travail qui se traduit par un accompagnement de projet mis en place par la Communauté de Communes.

Le Conseil Communautaire devra se prononcer sur l'octroi de la subvention, et de l'octroi d'une participation au Centre Social versée dans le cadre d'un travail sollicité par la 3CPS et autoriser le Président à signer les actes afférents.

e. Subvention poste animateur socio-culturel de la MJC « Nini Chaize » dans le cadre du Schéma Départemental Jeunesse

Le Département de la Drôme a établi un Schéma Départemental dans le cadre de sa politique jeunesse. Ce schéma prévoit le financement direct aux Communautés de Communes de postes de chefs de projet, d'animateurs de proximité et de prévention spécialisée.

En l'absence de dispositif de prévention spécialisée et selon la pertinence des besoins sur le territoire, il peut être envisagé des postes de proximité pour répondre spécifiquement aux publics adolescents et préadolescents (11 /17 ans).

L'aide du Département correspond à 50 % d'un poste d'animateur plafonné à 35 000 €.

Le Président rappelle que cette subvention est liée à une convention avec le Département et que lors de la dernière réunion les départementaux réfléchissaient à recentrer leur compétence et par conséquent à supprimer ces aides.

Il est demandé au Conseil Communautaire de se prononcer sur le versement de la somme selon les justificatifs à la MJC « Nini Chaize » et d'autoriser le travail de la nouvelle convention avec le Département.

f. Subvention du Lieu d'Accueil Enfants Parents : LAEP

Le Président explique que le LAEP est ouvert aux enfants âgés de moins de six ans, accompagnés de leur(s) parent(s) ou d'un adulte familial pour participer à des temps conviviaux de jeux et d'échanges. Cet accueil est gratuit mais les familles peuvent donner une contribution financière symbolique.

La fréquentation d'un lieu d'accueil enfants-parents est basée sur le volontariat et le respect de l'anonymat ou au minimum la confidentialité.

Des professionnels formés à l'écoute sont présents pour assurer l'accueil des familles.

Participer à l'éveil et à la socialisation de l'enfant, apporter un appui aux parents dans l'exercice de leur rôle par un échange avec d'autres parents ou avec des professionnels.

Le Président rappelle que la 3CPS verse une subvention à l'association du LAEP à hauteur de 4 000 €. Cette année l'association demande la même subvention.

Il est demandé au Conseil Communautaire de se positionner sur cette subvention.

g. Subvention de fonctionnement à l'Office de Tourisme intercommunal - Cœur de Drôme – Pays de Crest et de Saillans

Dans le cadre de la convention d'objectifs délibérée en décembre 2014 pour l'année 2015, la CCCPS s'est engagée à verser à l'association de l'OT du Cœur de Drôme une subvention de fonctionnement lui permettant de remplir ses missions d'accueil, d'information et de communication telles que décrites dans ladite convention.

Au regard du bilan 2014 présenté, le Bureau propose au Conseil de prévoir le même montant de financement que l'année précédente soit une subvention de 67 830 € à laquelle nous ajoutons une participation de 4 500 € pour le paiement du loyer du siège à la Ville de Crest. Il est proposé de verser cette subvention de façon trimestrielle pour faciliter la gestion de la trésorerie de l'association.

Il est demandé au Conseil Communautaire de se positionner sur cette subvention de 72 330 €.

h. Subvention Faubourg 26

Dans le cadre de notre compétence animation de l'espace culturel du Temple de Saillans, une convention a été signée avec Faubourg 26 qui réalise l'animation de l'espace culturel du Temple de Saillans. Une convention précise les modalités de financement de cette animation à hauteur de 7 000 € par an pour une durée de 3 ans et ce jusqu'en 2016.

Néanmoins, un travail devra être mené dès cette année comme le stipule la convention pour redéfinir les modalités de partenariat que la CCCPS peut avoir avec cette association. Cette convention permet aussi une mise à disposition du Temple à l'association pendant une durée de 140 jours à titre gratuit.

Le Bureau propose que dans le cadre de notre compétence animation du temple de Saillans, la subvention leur soit versée mais qu'un travail soit engagé afin que l'association puisse être viable sans financement communautaire.

Le Conseil Communautaire devra se prononcer sur l'octroi de cette subvention de fonctionnement et autoriser le Président à signer les actes afférents.

10. Adhésion Grande Traversée des Alpes

Dans le cadre de sa compétence tourisme, la CCCPS a adhéré en 2014 à La Grande Traversée des Alpes. Cette association, outil de développement au service des collectivités, pilote et anime cinq grands itinéraires traversant le massif alpin. Ses objectifs :

- Le développement des itinérances douces
- Le renouvellement des clientèles et des publics
- La scénarisation des itinéraires
- La digitalisation de l'itinérance (sites mobiles, applications...)

La CCCPS est traversée par les Routes de la Lavande et les Chemins du Soleil, deux des cinq itinéraires animés par l'association. L'association mène des actions de :

- Structuration d'un réseau d'hébergeurs et d'acteurs touristiques autour de ces itinéraires
- Promotion de l'itinérance touristique
- Construction d'« idées-séjours »
- Partenariats avec des tours opérateurs...

Les retombées économiques de l'itinérance douce sont importantes (89€ par jour pour un itinérant cyclo par exemple). Un euro investi par GTA équivaut à 3,1 € de retombées locales.

Il est demandé au Conseil Communautaire de se positionner sur le renouvellement de la cotisation de la CCCPS à cette association pour un montant d'environ 500 €.

11. Label VTT-FFC

Le territoire de la CCCPS est labellisé VTT-FFC depuis 1992. Ce label est présent dans les guides nationaux de VTT et apporte une réelle attractivité du territoire. Il permet donc une reconnaissance et une promotion au niveau national voire international (salons, journaux et événements professionnels...). Jusqu'en 2012, le label était financé par le Conseil Général. En 2013, il a été financé par les collectivités compétentes (CCPS et communes) et en 2014, financé par la CCCPS.

La Commission finances propose le budget suivant afin de continuer l'action :

- Le label : 800 € /an
- Achat de balises : 200 € /an

Il est demandé au Conseil Communautaire d'autoriser le Président à signer la convention qui permet la labellisation du territoire par la Fédération Nationale pour un montant de 800 € et de prévoir un budget de 200 € pour l'achat éventuel de balises par le Vélo Club de Saillans.

12. Tarif des loyers des espaces du Temple

Les tarifs de base du Temple avaient été définis par délibération au montant suivant :

- Atelier à 350 € /mois et 20 € de charges /mois associés au ménage.
- Location de l'espace culturel du temple :

	1 jour	2 jours
Associations Vallée de la Drôme	120 €	240 €
Demandeurs culturels hors vallée de la Drôme	220 €	400 €
Entreprises	350 €	500 €

Le Bureau propose de retenir cette politique tarifaire.

Le Conseil Communautaire devra se prononcer sur ces tarifs.

13. Tarif des loyers BIE à Crest

Les Bureaux Industriels et Economiques (BIE) sont situés sur la Commune de Crest. Ils sont composés de 11 locaux dont un garage répartis sur 4 bâtiments :

- Harmonie 1 et Harmonie 2, situés rue des 3 Capitaines
- Espace Louis Vallon situé rue des Anciens Combattants
- Espace Martin Hérold situé chemin du Grand St Jean

A ces loyers HT, il faut rajouter des frais de gestion de 5 %, excepté pour deux entreprises qui se partagent le local de 15 m² dans le bâtiment Harmonie.

BATIMENT	SURFACE LOCAL	LOYER HT	Prix /m ²	Recette annuelle*
HARMONIE 1	45 m ² (dont 5 m ² de stockage)	420 € HT	9,33 €	5040€
HARMONIE 1	15 m ² (bureau partagé)	64 € HT	4,26€	768€
HARMONIE 1	15 m ² (bureau partagé)	64 € HT	4,26€	768€
HARMONIE 1	44 m ²	388,10 € HT	8,82€	4 657,20 €
HARMONIE 1	15 m ²	124 € HT	8,82€	1 488 €
HARMONIE 1	50 m ² (local stockage)	300 € HT	6€	3 600 €
HARMONIE 2	100 m ²	460,6 € HT	4,6€	5 527,20 €
LOUIS VALLON	176 m ²	1 046,40 € HT	5,94€	12 556,80 €
LOUIS VALLON	78 m ²	390,54 € HT	5€	4 686,48 €
LOUIS VALLON	139 m ² (dont 10 m ² de stockage)	619,33 € HT	4,45€	7 431,96 €
MARTIN HEROLD	212 m ²	725,79€ HT	3,42€	8 709,48 €
MARTIN HEROLD	309 m ²	780,55 € HT	2,53€	9 366,60 €
MARTIN HEROLD	312 m ²	1 125,56 € HT	3,60€	13 506,72 €
MARTIN HEROLD	200 m ²	720 € HT	3,60€	DISPONIBLE

Le montant total des recettes annuelles HT s'élève à 74 995 €.

Il est demandé au Conseil Communautaire de se prononcer sur la grille tarifaire indexée à l'inflation.

14. Convention avec la DDT pour la mise à disposition des données Système d'Information Géographique (SIG) (voir annexe)

Dans le cadre de la mise en place du service mutualisé pour l'instruction des ADS des communes d'Aouste sur Sye, d'Espenel, Mirabel et Blacons, Piégros la Clastre et Saillans, la DDT nous transmettra les données numérisées des documents d'urbanisme (PLU, POS, CC) qu'elle a en sa possession. La mise à jour de ces données notamment dans le cadre des révisions, modifications, sera à la charge de la CCCPS. L'échange des données SIG entre la DDT et la CCCPS est nécessaire afin d'avoir à disposition, autant que possible, des données récentes.

Le service observatoire et prospective de la DDT 26 propose donc la signature d'une convention afin de favoriser l'échange d'information géographique entre les deux soussignés dans une perspective d'enrichissement de la connaissance du territoire.

Cette convention permettra à la DDT de nous fournir les informations numérisées concernant :

- L'agriculture (déclarations PAC)
- Risques naturels et technologiques (risques inondation, risque incendies de forêt...)
- Servitudes d'utilité publique
- Voies de circulation (bruits, accidents)
- Eau

Cette convention engage la CCCPS à fournir à l'Etat les informations concernant :

- Les documents d'urbanisme (révision, modification...)

Il est demandé au Conseil Communautaire de se prononcer sur cette convention et d'autoriser le Président à signer la convention avec la DDT26.

15. Guide des hébergements temporaires, demande de subvention CDDRA

Au vu du Programme Local de l'Habitat mis en place depuis 2010 sur les territoires ex-Communauté de Communes du Crestois et ex-Communauté de Communes du Pays de Saillans, il est constaté le manque de logements sur le territoire précité pour accueillir les travailleurs temporaires et saisonniers dans une région où cette activité est fort présente.

Le Président rappelle que depuis 2013, une action est menée avec l'ADEFA de la Drôme (Agence Départementale Emploi Formation en Agriculture de la Drôme) pour créer et réactualiser le guide des hébergements temporaires. Son objectif est de faciliter l'accueil de salariés temporaires sur le territoire, ceux-ci représentant un volume d'emplois conséquent et un poids économique important dans la Vallée de la Drôme. Ce guide recense les hébergeurs (privés, collectifs, associatifs, ...) qui ont conventionné afin d'autoriser la diffusion de leurs coordonnées.

En 2015, il est nécessaire de réaliser un bilan de cette action sur les deux années passées et de mettre à jour ce guide (contact de nouveaux hébergeurs, signature de nouvelles conventions...) pour l'année 2015.

Dépenses		Recettes	
ADEFA	2 000 €	CDDRA (40 %)	800 €
		CCCPS	1 200 €

Il est demandé au conseil communautaire de se positionner sur cette action et d'autoriser le Président à signer les actes afférents.

16. Demande de financement / investissement matériel pôle social

La CCCPS a la volonté d'accueillir au sein des différents services du pôle social les enfants dans les meilleures conditions possibles autant sur le plan de la sécurité que du bien-être. De plus, afin de remettre à neuf certains équipements, le pôle social souhaite investir dans de l'aménagement et du matériel pour : le multi-accueil de Crest et de Aouste sur Sye, l'accueil de loisirs de Crest ainsi que l'aménagement du local du Bosquet (après accord de la ville de Crest, les services du pôle social situés à Crest devraient être regroupés dans ce local).

C'est pourquoi afin de réduire les dépenses des différentes interventions prévues dans le cadre de ce projet d'investissement du pôle social, la CCCPS voudrait déposer un dossier de demande de financement auprès de la CAF, de la MSA et du Département.

Tableau de financement ci-dessous

DEPENSES		RECETTES			
TERRITOIRE/DESIGNATION	Prix HT		Dépenses subventionnables HT	%	Prix HT
Travaux de mise en sécurité :		Subvention CAF	22918	55,5	13741
Anti pinces doigts crèche Crest	2167	Subvention MSA	24759	20,0	4952
Anti pinces doigts crèche Aouste	2167	Subvention CG	9250	4,5	1114
Travaux et matériaux					
Pergola crèche Crest	5167	Autofinancement		20	4952
Canisses alsh Crest	417				
Aménagement intérieur local bosquet Crest	4167				
Equipements et électroménager					
Lave Linge crèche Crest	833				
Sèche Linge crèche Crest	833				
Vaporetto crèche Crest	250				
Meuble micro-crèche Piégros	333				
Four de remise en température micro-crèche Piégros	1342				
Photocopieur local bosquet Crest	1750				
Vaisselle alsh Crest	417				
Matériel pédagogique et de puériculture					
Chaises/poussettes Crèche Crest	833				
Matériel pédagogique : ludothèque mutualisée	1500				
Matériel pédagogique spécifique par structure	2000				
Mobilier extérieur Crèche Aouste	417				
Matériel puéricultrice/poussettes Micro-crèche Piégros	166				
TOTAUX	24759	TOTAUX HT			24759

Il est demandé au Conseil Communautaire de se positionner sur ces demandes de financement.

17. Convention OCAD3E (renouvellement de l'agrément) (voir annexe)

OCAD3E s'est vu renouveler son agrément d'éco-organisme, concernant les lampes usagées par arrêté d'agrément du 24 décembre 2014.

En effet, les lampes sont des équipements électriques particuliers :

- Elles sont utilisées partout et par tous (collectivités locales, professionnels, ménages et assimilés, ...) ;
- Ce sont des déchets fragiles qui ne peuvent être collectés en mélange avec les autres DEEE ;
- Leur faible consommation électrique et leur durée de vie en font des produits écologiquement vertueux dont les pouvoirs publics encouragent activement l'utilisation.

Le nouveau barème de soutien modifie sensiblement en notre faveur la convention OCAD3E selon les éléments suivants :

- Soutien à l'investissement :

Notre collectivité peut bénéficier d'un soutien de 750 € pour l'achat d'une "armoire" DMS ou construction d'un local permettant le stockage des conteneurs de lampes usagées à l'abri des intempéries sous certaines conditions.

- Soutien à la communication :

Notre collectivité peut bénéficier de soutien à la mise à jour.

⇒ du guide du tri des déchets destiné aux habitants

Un soutien forfaitaire de 500 € pour la création ou mise à jour dans le guide de tri distribué par la collectivité partenaire aux usagers, d'un espace dédié à la collecte séparée des lampes usagées en déchèterie respectant le cahier des charges Récylum.

⇒ du site Internet relatif aux conditions de collecte séparées des déchets

Un soutien forfaitaire de 1 000 € pour la création ou la mise à jour d'une page du site Internet de la collectivité partenaire dédiée à la collecte séparée des lampes usagées en déchèterie, respectant le cahier des charges de Récylum.

Dans le cadre de ce renouvellement il est donc nécessaire de signer une nouvelle convention avec OCAD3E pour la reprise et une nouvelle convention avec Récylum pour la collecte des lampes usagées.

Il est demandé au Conseil Communautaire de se positionner sur les conventions et d'autoriser le Président à les signer.

18. Appel à projet Plateforme de la rénovation énergétique : changement du porteur administratif

En 2014, la CCCPS et la CCVD ont répondu ensemble à un appel à projet régional « Plateforme de la rénovation énergétique ». Cette candidature a été retenue par le comité de sélection régional. Pour rappel, il s'agit de mettre en œuvre localement un service complet (technique, financier, ...) qui permettra d'accompagner la rénovation énergétique des habitations privées.

Le dossier de candidature a été déposé par la CCVD. Compte tenu des évolutions de l'organisation des postes mutualisés entre les deux Communautés de communes sur le volet énergie, la CCCPS portera juridiquement la plateforme.

Il est demandé au Conseil Communautaire de valider le portage de la Plateforme de la rénovation énergétique et de demander à l'ADEME, signataire de la convention, un avenant à celle-ci pour le transfert de maîtrise d'ouvrage de l'opération.

19. Désignation de deux nouveaux délégués au sein du SMRD

Le Président explique que la population de la CCCPS a fait l'objet d'une augmentation au 1^{er} janvier 2015 suite au nouveau décompte INSEE. Dès lors, la population ayant dépassé les 15 000 habitants, il convient de procéder à l'élection de délégués supplémentaires (2 titulaires et 2 suppléants).

Pour mémoire les délégués actuels sont :

- Titulaires : BENOIT D, FRAUD C, HATTON A, LOMBARD Y, MONGE F, ROETYNCK P.
- Suppléants : AUBERT JC, BARRAL L, BEILLARD V, CELLIER G, CHIROUZE AM et CORNEILLE A.

Il est demandé au Conseil Communautaire de désigner deux nouveaux délégués titulaires et deux nouveaux délégués suppléants au sein du SMRD et d'autoriser le Président à signer tous les actes afférents à cette décision.

20. Tableau des effectifs et fermeture de postes suite au recrutement de l'instructeur ADS

Le président rappelle la délibération en décembre 2014 concernant la création d'un service mutualisé pour l'instruction des ADS. La délibération prévoyait l'ouverture de plusieurs postes. A ce jour, le recrutement a eu lieu et une personne a été retenue. Elle sera classée dans la filière administrative au cadre d'emploi des adjoints territoriaux.

Par conséquent, il est proposé de maintenir dans le tableau des effectifs le poste à temps complet de la filière administrative et de supprimer les autres. Le tableau des effectifs est le suivant :

Filière	Catégorie	Cadres d'emplois	Grades	Nombres d'emplois	Temps
Administrative	A	Attaché territorial / direction	Attaché principal	1	Temps complet
Administrative	A	Attaché territorial	Attaché principal	1	Non complet 15%
Administrative	A	Attaché territorial/ Direction	Attaché	1	Temps complet
Administrative	A	Attaché Territorial/Direction	Attaché	1	Temps complet
Administrative	A	Attaché territorial	attaché	1	Temps complet
Administrative	A	Attaché territorial	attaché	1	Temps complet
Administrative	A	Attaché territorial	Attaché contractuel	2	Temps complet
Administrative	B	Rédacteur Territorial	Rédacteur	1	Temps complet
Administrative	C	Adjoint administratif	Adjoint administratif principal 2ème classe	1	Temps complet
Administrative	C	Adjoint administratif	Adjoint administratif principal 2ème classe	1	Temps complet
Administrative	C	Adjoint administratif	Adjoint administratif 1ère classe	1	Temps complet
Administrative	C	Adjoint administratif	Adjoint administratif 1ère classe	1	Temps complet

Administrative	C	Adjoint administratif	Adjoint administratif 1ère classe	1	Temps complet
Administrative	C	Adjoint administratif	Adjoint administratif 1ère classe	1	Temps complet
Administrative	C	Adjoint administratif	Adjoint administratif 2è classe	1	Temps complet
Administrative	C	Adjoint administratif	Adjoint Administratif 2è classe	1	30h
Administrative	C	Adjoint administratif	Adjoint Administratif 2è classe	1	Temps complet
Administrative	A	Attaché Territorial/Direction	Attaché	1	32h
Administrative	A	Attaché Territorial/Direction	Attaché	1	32h
Technique	B	Technicien	Technicien principal 1ère classe	1	Temps complet
Technique	C	Agent de maîtrise	Agent de maîtrise	1	Temps complet
Technique	C	Adjoint technique	Adjoint technique principal 2è classe	1	Temps complet
Technique	C	Adjoint technique	Adjoint technique 1ère classe	1	Temps complet
Technique	C	Adjoint technique	Adjoint technique 1ère classe	1	Temps complet
Technique	C	Adjoint Technique	Adjoint technique 1ère classe	1	Temps complet
Technique	C	Adjoint technique	Adjoint technique 2ème classe	1	Temps complet
Technique	C	Adjoint technique	Adjoint technique 2ème classe	1	6h00
Technique	C	Adjoint technique	Adjoint technique 2ème classe	1	Temps complet
Technique	C	Adjoint technique	Adjoint technique 2è classe	1	Temps complet
Technique	C	Adjoint technique	Adjoint technique 2è classe	1	Temps complet
Technique	C	Adjoint technique	Adjoint technique 2è classe	1	Temps complet
Technique	C	Adjoint technique	Adjoint technique 2è classe	1	Temps complet
Technique	C	Adjoint technique	Adjoint technique 2è classe	1	Temps complet
Technique	C	Adjoint Technique	Adjoint technique 2è classe	1	Temps complet
Technique	C	Adjoint Technique	Adjoint technique 2è classe	1	27h30
Technique	C	Adjoint Technique	Adjoint technique 2è classe	1	Temps complet
Sociale	B	Educateur jeunes enfants	Educateur jeunes enfants	1	28h
Sociale	B	Educateur jeunes enfants	Educateur jeunes enfants	1	Temps complet
Sociale	B	Educateur jeunes enfants	Educateur jeunes enfants	1	17h30
Sociale	C	Agent sociaux	Agents sociaux 2è classe	4	Temps complet
Sociale	C	Agents sociaux	Agents sociaux 2è classe	2	32h

Sociale	C	Agents sociaux	Agents sociaux 2è classe	1	30h
Sociale	C	Agents sociaux	Agents sociaux 2è classe	1	30h
Médico-social	C	Auxiliaire de puéricultrice territorial	Auxiliaire de puéricultrice 1 ^{ère} classe	1	30h00
Médico-social	C	Auxiliaire de puéricultrice territorial	Auxiliaire de puéricultrice	1	Temps complet
Médico-Social	A	Infirmier en soins généraux	Infirmière	1	10h30
Animation	C	Adjoint animateur	Adjoint animateur 2è classe contractuel	1	22h75
Animation	C	Adjoint animateur	Adjoint animateur 2è classe contractuel	1	20h00
Animation	C	Adjoint animateur	Adjoint animateur 2è classe contractuel	1	15h50 -
Animation	C	Adjoint animateur	Adjoint animateur 2è classe contractuel	1	11h50
Animation	C	Adjoint animateur	Adjoint animateur 2è classe contractuel	1	11h00
Animation	C	Adjoint animateur	Adjoint animateur 2è classe contractuel	1	10h00
Animation	C	Adjoint animation	Adjoint animation 2è classe contractuel	1	Temps complet
Sportive	B	Educateur Territorial des Activités Physiques et Sportives (ETAPS)	Educateur Territorial des Activités Physiques et Sportives (ETAPS)	1	Temps complet

Il est demandé au Conseil Communautaire :

- ***De fermer les deux postes d'emploi de la filière administrative de la catégorie C au cadre d'emploi d'Adjoint Administratif à temps non complet de 17h30 hebdomadaire à compter du 1^{er} mars 2015 ;***
- ***D'approuver le tableau des effectifs***

21. Tableau des primes et des coefficients de l'enveloppe indemnitaire

Le tableau des primes et coefficients proposé par le Président est le suivant. Le Président attribuera selon les critères définis dans la délibération créant le régime indemnitaire.

Primes	Abréviation	Catégorie Emploi	Coefficient réglementaire	Coefficient maxi applicables
Prime de fonction et de résultat :	PFR part Fixe	A	1 à 6	6
	PFR part variable	A	0 à 6	6
Ind. d'Exercice des Missions des Préfectures	IEMP	B - C	0 à 3	3
Ind. d'Administration et de Technicité	IAT	B - C	0 à 8	8
Prime de service et de rendement	PSR	B	0 à 2	2
Ind. Spécifique de Service :	ISS	B		
par grade			0 à 18	18
par modulation individuelle			0 à 110%	110%
Ind. Forfaitaire Représentative de sujétions spéciales et de travaux supplémentaires	IFRS-TS	B	1 à 7	7
Prime Spéciale de Sujétions des auxiliaires de puéricultrice et de soin	PSS	B	10% du traitement brut mensuel	10% du traitement brut mensuel
Ind. Forfaitaire pour Travaux Supplémentaires	IFTS	B	0 à 8	8

Il est demandé au conseil Communautaire de se positionner sur ce tableau.

22. Formations CNFPT (pièce en annexe)

Le Président présente la convention cadre de participation financière avec le CNFPT. Il s'agit d'une participation due par la collectivité auprès du CNFPT lorsqu'une formation particulière, hors celles prévues par le centre, est demandée par la collectivité. Au vu des différents cadres d'emplois au sein de notre structure, des formations pourraient être sollicitées.

Il est demandé au conseil communautaire de se positionner sur la convention et d'autoriser le président à la signer.

23. Questions diverses